

Au cœur des réalités familiales, les UDAF réfléchissent à trouver des solutions aux préoccupations des familles, et portent leur voix auprès des pouvoirs publics.

Elles ont donc répondu à la demande du Président de la République et en accord avec l'UNAF se sont mobilisées pour participer au « Grand débat National ».

Les méthodes choisies par les UDAF de la région pour interpeller les publics familiaux ont été variées :

- Consultation des services de l'UDAF (intervenants sociaux et mandataires judiciaires), des représentants dans les instances départementales et régionales et des associations familiales en quartiers prioritaires de la ville et en milieu rural.
- Soirée Grand débat avec les associations familiales adhérentes.
- Co-organisation de débats avec les associations départementales sur les questions du handicap, de la jeunesse et participation à une conférence de la cohésion sociale sur la thématique des parents solos.

Concrètement dans notre région les familles proposent :

POUVOIR DE VIVRE

ASPECTS FINANCIERS

- Créer un **revenu universel de base décent** par rapport au seuil de pauvreté de 980 € qui supprimerait la notion de contrôle, de calcul, et donc des coûts de fonctionnement.
- Prévenir le risque de **surendettement** : Information à la gestion du budget (ISBF, PCB).
- Rétablir la **demi-part fiscale** pour les veufs et veuves, suppression du plafond de ressources, assurance veuvage et allocation spécifique pour les orphelins.
- Baisser, voire supprimer la **TVA** sur les produits de première nécessité.
- Supprimer la TVA sur les produits alimentaires de qualité (bio) issus de l'agriculture de proximité.
- Indexer la **CSG** en fonction de la composition de la famille.
- Elargir la déduction fiscale des **frais de garde** des jeunes enfants (actuellement jusqu'aux 6 ans or un enfant n'est pas toujours autonome à ses 6 ans).
- Mettre en place un **forfait progressif sur l'énergie**, l'eau ...
- **Diminuer les coûts de chauffage** en obligeant les bailleurs à se mettre aux normes.
- Renforcer les **aides aux personnes âgées**.
- **Augmenter les revenus les plus bas**.
- Encourager les citoyens à **réaliser des économies** (dans les soins / EDF, ...).
- Tout le monde doit payer de l'impôt (**plus de justice / d'équité**).
- Réduire les privilèges / meilleure **répartition des richesses**.
- Ré indexer la **retraite** sur le coût de la vie.

CONCILIATION VIE FAMILILALE / VIE PROFESSIONNELLE

- Mettre en place un **statut de parent au foyer** ? (Comme celui d'un salarié = un revenu parental).
- Revoir le **congé parental**.
Collectivement, nous faisons le constat de l'échec de l'évolution du congé parental obligeant un partage du temps égal entre les deux parents.
- Prévoir une accessibilité meilleure des **modes de garde en milieu rural**.
- Développer l'accessibilité des modes de garde **aux horaires atypiques**.
- Elaborer de **meilleures garanties professionnelles** pour les pères et les mères qui arrêtent provisoirement leur travail pour éduquer leurs enfants (aide au retour à l'emploi).
- Favoriser le **télétravail**.

ACCES AUX DROITS

- Favoriser l'**accès aux droits** et éradiquer le non-recours.
- Favoriser le recours aux aides existantes (et les **simplifier**).
- Réduire le **déla**i de mise en place des droits (retraite, AAH,...).
- Promouvoir la **portabilité des droits sociaux**.
- Maintenir des moyens alternatifs à la **dématérialisation** des démarches administratives, à l'image de permanences physiques pour les familles les plus éloignées de l'outil informatique.
- **Accompagnement** administratif à domicile.
- Accompagner les personnes qui reçoivent des aides.
- Accompagner les **personnes fragiles** dans l'accès au droit.
- Eligibilité au **RSA** dès 18 ans.
- Révision complète de la récupération des **indus** : respect des PRP, fin de la fongibilité de récupération des indus, allonger le délai de paiement total des indus au-delà de 36 mois.
- Donner plus de poids aux **commissions des usagers** : des locatifs, des hôpitaux, ...

EMPLOI

- Accompagner la **reprise d'un emploi**.
- Refonte du Système RSA et prime d'activité pour que le travail génère une vraie plus-value financière. Le travail a un coût, mobilité : garde d'enfants...
- Favoriser la **réinsertion professionnelle** des traumatisés crâniens et cérébro-lésés
- Encadrer le **travail intérimaire** (temps de travail très partiel)
- Favoriser l'**égalité salariale** (à l'embauche notamment)
- Proposer des **métiers adaptés aux personnes** ne pouvant pas assumer trop de responsabilités sans être dans le champ du handicap.
- Baisser les **charges sociales** des entreprises.
- Mieux encadrer le travail salarié des **étudiants**.

SE SOIGNER

NUTRITION

- Penser la **production différente**, locale.
- **Aider les agriculteurs** à passer à des moyens plus naturels.

- Mettre **fin au gaspillage alimentaire**.
- **Arrêter / réduire l'élevage intensif** B12 vitamine donnée aux animaux dans l'élevage intensif.
- **Droit** des graines.
- Montrer ce qui est végétarien, donner une **image positive**.
- Proposition d'une loi d'alternative de plats dans la **restauration collective**.
- Produits élevés correctement.

ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES

- Mise en place dans chaque département et pérennisation des centres de ressources et de soutiens aux aidants familiaux (**Aide aux aidants**).
- **Valoriser** les acteurs de l'accompagnement.
- **Reconnaître et valoriser le travail des intervenant(e)s à domicile**.
- Favoriser le **maintien au domicile** des personnes âgées.
- L'accueil en établissement des adultes Autiste : Témoignages des parents d'Alexandre + autres demandes
- Prise en charge d'un enfant avec **troubles psychiatriques / Fracture numérique**.
- **Mieux prendre en compte les troubles psychiques** par un accompagnement pérenne pour les malades et associer les familles qui sont les aidants au parcours de soin de leur proche.

ACCES AUX SOINS

- Développer des **maisons ou centres de santé pluridisciplinaires** « dans ou hors les murs ».
- Pour un soin au plus proche.
- Faciliter l'**accès à l'information** sur des dispositifs existants.
- **Complémentaires santé**.
- Prendre en charge le **transport** pour les familles les plus fragiles.

HABITER

HABITER SON LOGEMENT

- Revenir sur la **réforme de l'APL**.
- Développer les solutions de **logement adapté** en réponse à des besoins spécifiques.
- Déblocage de financements pour associer **habitat inclusif et accompagnement social** (Exemple : Famille Gouvernante).
- Extraire l'APL des minima sociaux.
- Le **droit au logement** est le fondement de l'inclusion sociale des familles.
- Création d'une **mesure spéciale jeunes**.
- Indexation.
- Soutenir les **accédants à la propriété** aux faibles ressources.
- **Responsabiliser les banques** dans leur rôle de conseil : prise en compte des charges de copropriété et énergie dans les plans de financement, par exemple.
- Problématique des **personnes en situation de handicap** sans solution d'hébergement (globalement la question de l'inclusion).
- Aménager la **taxe foncière** (la mettre en rapport avec les revenus et les charges).

CONSTRUIRE ET AMELIORER L'HABITAT

- Produire des **logements sociaux** et très sociaux adaptés aux besoins des familles.

- **Relancer la construction** de logements sociaux.
- Accès à des logements sociaux dans des quartiers « calmes».
- Reprise du taux de **TVA à 5.5%**.
- Transformer les **centres d'hébergement** en logements pérennes.
- Développer des **logements « rebond »** avec accompagnement social pour parvenir à un retour au droit commun
- Adapter l'offre aux besoins des **familles avec enfants**.
- Soutenir la **rénovation énergétique** des logements.
- Création d'une **aide financière** centralisée calculée par rapport aux revenus des propriétaires.

HABITER SON TERRITOIRE DANS UNE DIMENSION ECOLOGIQUE

- **Biodiversité** : empêcher la déforestation au maximum.
- **Replanter** des haies (évitent les inondations, abritent les insectes, limitent la pollution...)
- Subventions **d'aides pour les agriculteurs**.
- Simplification des démarches judiciaires.
- Remettre des moyens et revoir la réforme de la justice qui éloigne les tribunaux des territoires.
- Laisser plus de places et encourager les **initiatives locales** (ex : MAM + prévoir un statut juridique). Inverser les circuits des pouvoirs et des décisions.
- Valoriser et accompagner les initiatives les associations locales (ex : transports solidaires)
- Arrêter la suppression des **services publics** (les restructurer ?)
- Permettre l'accès à la **4G partout** (fibre)
- Reconnaître et valoriser **les associations** : le Gouvernement ne pourra pas tout faire (ex : transport solidaire).
- faciliter/encourager **l'information** sur les associations auprès des entreprises/des assistantes sociales.

SE DEPLACER

ACCESSIBILITE ET AUTONOMIE

- Faciliter l'accès au **permis de conduire**.
- Faciliter **l'accès à un véhicule**.
- Créer un **prêt à taux 0% Mobilité** pour l'achat d'un véhicule neuf sous conditions de ressources.
- Engager une **politique spécifique** ciblée pour les **usagers en manque d'autonomie**.
- **Favoriser / soutenir les déplacements** des personnes en situation de handicap ; des personnes âgées ; des personnes vivant en milieu rural.
- Créer une **aide particulière** pour le transport en milieu rural.

AMELIORATION ET DEVELOPPEMENT DES MOYENS DE TRANSPORTS

- Moderniser les lignes de TER.
- Promouvoir une idée du **transport en commun** plus écologique.

FORMER ET EDUQUER

PARENTALITE

- **Soutenir les familles** financièrement fragiles.
- **Remédier au déséquilibre** créé lors de la refonte des **bourses** qui pénalise les classes moyennes-basses qui bénéficiaient de bourses via le Ministère de l'Agriculture.

- **Valoriser l'humain** : faire du **triangle éducatif « parents-enfants-équipe éducative »**, une instance d'échanges et de discussions fondée sur la confiance et la reconnaissance (contrat d'engagement, remise de diplôme,...) ;
- Compétences des services de **médiation familiale** en matière de fixation des contributions à l'entretien et à l'éducation des enfants.
- Importance du **rôle des parents** comme premier et principaux éducateurs de leurs enfants.
- **Rôle des parents dans l'éducation** : Parents désinvestis donc enfants désavantagés : plus centrer sur l'élève sa vie privée, s'investir pour son développement personnel, mettre en place des foyers confidentiels pour que les jeunes s'expriment (leurs soucis).
- **Apporter un soutien aux parents** dans l'éducation de leurs enfants (comment ne pas voler l'enfance aux enfants ?)
- Développer une **politique d'accompagnement** des couples et des familles
- Renforcer / valoriser le rôle d'éducateur des familles // Valoriser les rôles du père et de la mère (aide à la parentalité)
- **Penser aussi aux familles qui vont bien** (les politiques d'aides publiques se concentrent sur les familles vivant des difficultés).
- **Coût élevé des écoles privées** injuste. Des élèves qui auraient les compétences mais pas les moyens ne pourraient accéder à des études qu'ils souhaitent.
- Prévoir le versement des **allocations familiales pour tous les enfants sans conditions de ressources** et du premier au dernier (ne pas les limiter à 20 ans).
- Affirmer le **droit aux vacances pour tous**.

DIVERSIFIER LES MODES DE FORMATION

- **Diversifier les pratiques éducatives** et l'individualisation des parcours.
- **Reprise de dispositifs de relance** : classes itinéraires de découvertes professionnelles.
- Remise en place du **Dispositif Initiation aux Métiers par l'Alternance**. Celui-ci permettait de passer le Certificat de Formation Générale.
- **Réforme de l'orientation professionnelle**.
- **Langues étrangères** : favoriser l'oral, l'expression des langues (pas assez d'heures de langue !). Mettre en place des projets de communication en langues étrangères. Permettre à l'élève de s'investir personnellement.
- **Revoir les méthodes d'enseignements** : actuellement le système de notation est davantage basé sur les notes au détriment des compétences. Les programmes sont trop chargés.
- **Former à l'éloquence** : trop de décalage entre l'école et la vie active.
- Rendre les **formations au plus proche des réalités** de la vie professionnelle.
- **Favoriser l'alternance et valoriser les CAP** qui contrairement à un BAC général, permettent une formation concrète vers un métier.
- Valoriser davantage encore les **métiers manuels**.
- Favoriser la **mobilité** professionnelle et géographique (changer de métier)
- **Lutter contre l'analphabétisme**.
- Abaisser le seuil d'attribution des **aides** (bourses notamment)
- Favoriser les cursus des formations secondaires et supérieures par **l'alternance et l'apprentissage**.
- **Halte à la violence pornographique** sur les mineurs.
- **Lutter contre la violence** en milieu scolaire (problème des jeux vidéo violents, addiction aux écrans, à l'alcool, à la pornographie)
- Mettre en œuvre une **sécurisation stricte** de l'accès aux vidéos (et autres contenus) pornographiques en ligne.

DEMOCRATIE ET CITOYENNETE

- **Accueil de mineur isolé** sur un projet professionnel en MFR (Maisons Familiales Rurales) : apprentissage dans les classes d'accueil, de connaissance de l'autre et de l'écoute réciproque.
- Lutter contre **l'illettrisme**.
- **Déceler dès le plus jeune âge les difficultés** d'accès à la lecture et à l'écriture.

- **Transmettre le goût des mots et de la lecture**, développer la créativité, l'esprit critique, la tolérance par la découverte de la littérature jeunesse (cf programme Lire et faire lire).
- **Usage de la parole.**
Impliquer les citoyens dans la vie politique. Comprendre comment fonctionne la démocratie pour pouvoir permettre de s'exprimer.
 Représentativité par des votants de – 18 ans : abaisser l'âge légal de vote.
 Vraies prises de pouvoirs dans les écoles et dans les institutions sous d'autres formes que par le vote
 Tirer au sort parmi des volontaires pour être élu.
- **Lassitude vis-à-vis de la politique** : provoque une augmentation de l'abstention ou vote blanc
 Proposition de prendre en compte le vote blanc comment ? Cela reste une demande importante.
 La politique est opaque, on ne peut pas voter si on ne comprend pas la politique : rendre plus clair les décisions politiques.
 Plus de cumuls de mandats / que les idées puissent tourner en même temps que les personnes.
 Le pouvoir est très centralisé en France : redonner aux régions, aux départements, plus de pouvoirs et plus de moyens
 Le vote est-il une bonne chose ? Bonne méthode ?
 Nouveau système ?
 Rendre plus large le droit de vote des étrangers en France pour s'exprimer dans des élections locales.
- **Exemplarité des élus** : rendre inéligible ? Élus condamnés...
 Être politicien serait-il d'appliquer des décisions que l'on pense bonnes mais personnelles ?
 Plus de parité réelle en politique : plus de femme. La parité est détournée par les politiques pour une vraie représentation.
- **Renforcer les peines alternatives** comme les TIG, pour améliorer la réinsertion ?
- Organiser **plus de grands débats** pour permettre cette émulation entre citoyens et faire remonter ces grandes idées aux politiques
- **Éducation réelle à la citoyenneté et à la prise de parole.**
- Carriérisme politique et les limitations à mettre aux politiques afin que tous les avis soient présents.
- Remettre la localité au centre de la politique.
- Plus de gens lambda au cœur de la politique.
- Redonner le goût de l'engagement par des mesures initiatives au niveau des décisions locales.
- Vraies **égalité des entreprises devant l'impôt.**

TRANSITION ECOLOGIQUE

- Freiner la société de consommation, mettre fin à **l'obsolescence programmée**.
- Réfléchir à une autre culture de l'écologie : **éducation à l'écologie**.
 PB : connaissance de l'écologie des énergies renouvelables ou pas est faible.
- Favoriser le **recyclage** des ressources.
- Soutien étatique : **bourse pour le climat** ?
- Régulation de l'industrie très peu respectée : mettre en place un système de **contrôle et de régulation**